



MÉCANISME POUR LA STABILISATION DE LA RÉGION DU LIPTAKO GOURMA

- FENÊTRE BURKINA FASO

RAPPORT ANNUEL 2023 01 Janvier - 31 Decembre



Copyright © 2023 Programme des Nations Unies pour le développement

Le PNUD est la principale organisation des Nations Unies qui lutte pour mettre fin à l'injustice de la pauvreté, de l'inégalité et du changement climatique. En collaboration avec notre vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les nations à élaborer des solutions intégrées et durables pour les personnes et la planète.

UNDP / PNUD
01 BP 575 Ouagadougou
Immeuble des Nations Unies
Koulouba, Ouagadougou
Burkina Faso

Période de reporting	01 janvier – 31 décembre 2023
Donateur	Allemagne, Japon, UE, Pays-Bas, Danemark
Pays	Burkina Faso
Titre du projet	Mécanisme pour la Stabilisation de la Région du Liptako Gourma, Fenêtre Burkina Faso
Identifiant Quantum de projet Outputs Quantum Strategic Plan et/ou CPD Outcomes	Projet N° 00127301 Contribution aux piliers du programme Pays Pilier 1 : Promotion de l'efficacité institutionnelle, de l'Etat de droit, de la cohésion sociale et de la sécurité en vue de la « paix durable » Pilier 2 : Croissance inclusive et durable, travail décent et sécurité alimentaire. Pilier 3 : Résilience face aux changements climatiques, aux catastrophes naturelles, aux urgences humanitaires Contribution aux Effets du UNDAF : Effets 1, 4 et 5
Partenaire(s) de mise en œuvre)	DIM, Communes de Seytenga et Falagountou, Région du Sahel Communes de Bogandé et Gayéri, Région de l'Est Commune de Gourcy, Région du Nord
Date de début du projet	Octobre 2021
Date de fin du projet	Décembre 2024
[2023] Budget de PTA	USD 11 000 000
Ressources totales	USD 14 623 680
Ressources reçues	1. Allemagne USD 6 483 950 2. Pays Bas USD 2 700 000 3. Union Européenne USD 3 460 048 4. Japon USD 1 980 000 5. Totaux (USD) 14 623 680
Budget non financé	N/A
Contacts	Nom et signature du Head of Stabilisation : Henri MASHAGIRO Fonction: Head of Stabilization Adresse mail: henri.mashagirot@undp.org Tél. : +226 67753818

Table de matière

Sommaire	6
Introduction	8
Contexte de mise en œuvre du projet	10
Performance du projet sur la période couverte par le rapport	11
Efficacité dans la réalisation des activités	11
Efficacité dans la réalisation des produits « Key Results »	12
Changements obtenus au niveau Effet : analyse des indicateurs CPD et IRRF	34
Résultats et impacts dans le cadre de l'égalité des sexes et autonomisation des femmes	36
Efficiences du projet (ressources, activité, produit)	37
Analyse des risques	37
Contraintes et difficultés rencontrées	39
Enseignements tirés	40
Conclusions et Recommandations	40
Perspectives	42
Statut financière	44
Annexes	45

Sommaire

En lieu et place du Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD) du gouvernement, le guichet Burkina Faso de la Facilité de stabilisation a obtenu plusieurs résultats grâce à ses efforts, bien qu'il ait dû faire face à des défis importants en raison d'un contexte sécuritaire instable, ce qui a entraîné une augmentation des déplacements internes, des conflits communautaires et des perturbations des services d'éducation et de santé dans les trois régions d'intervention. Malgré ces obstacles, des partenariats stratégiques avec des entités locales ont permis la mise en œuvre d'activités sur le terrain à Seytenga et Falagountou au Sahel, à Bogande à l'Est et à Gourcy dans la région du Nord. En résumé, ces résultats ont été obtenus dans les domaines suivants :



Produit 1 La coopération transfrontalière est renforcée :

En coordination avec l'ALG, des interventions transfrontalières ont été développées en vue de faciliter les échanges et les flux commerciaux de part et d'autre des frontières communes.



Produit 2 Bases de présence durable de l'État :

Au total, **1475** unités d'équipement, y compris des véhicules, des motos, des outils de communication, des trousseaux d'aide médicale et du matériel bureautique et informatique, ont été fournis aux forces de police et aux brigades de gendarmerie des trois régions. Cette dotation renforce les capacités opérationnelles des Forces de Sécurité Intérieure (FSI) pour renforcer la sécurité des biens et des personnes dans les zones de stabilisation.



Produit 3 Amélioration de l'accès aux services sociaux de base :

Les initiatives de développement d'infrastructures comprennent la construction de latrines institutionnelles, de forages communautaires, de latrines familiales et d'espaces d'apprentissage temporaires. Ces actions qui ont concerné plusieurs régions ont considérablement amélioré l'accès à l'eau, le niveau d'assainissement et l'éducation de plus de **58 000** personnes dont, y compris des personnes déplacées internes estimées à 29%. Des comités de gestion inclusifs ont été mis en place pour assurer l'entretien durable de ces infrastructures.

Principales leçons apprises :

1. La mise en place des Comités Locaux de Suivi et de Validation (CLSV) comme instance communale dans la gouvernance du projet a permis l'identification et le ciblage des bénéficiaires dans les zones d'intervention ;
2. La délocalisation de certaines activités vers des localités relativement accessibles en raison du contexte sécuritaire de plus en plus volatile et imprévisible ;
3. Le renforcement du partenariat avec l'administration locale a permis de bénéficier de l'accompagnement de cette expertise dans le développement et le suivi technique des activités ;
4. L'implication des autorités déconcentrées a été un atout majeur dans le règlement des certains goulots d'étranglement rencontrés au niveau terrain.

Risques identifiés :

Plusieurs risques ont été répertoriés au cours de la mise en œuvre parmi lesquels :

- Le retrait des autorités administratives des sites d'intervention en raison de la situation sécuritaire ;
- L'isolement de certains sites en raison de l'activisme accru des groupes armés non identifiés ;
- L'intensité des activités des groupes terroristes le long des frontières reliant les pays concernés.

En résumé, le mécanisme de stabilisation, malgré les défis en matière de sécurité, a obtenu des succès notables grâce à des partenariats stratégiques, des interventions ciblées en phase avec les besoins locaux et des stratégies d'adaptation. Des efforts continus sont essentiels pour faire face aux risques identifiés et consolider les acquis en matière de stabilisation des collectivités notamment sur le long terme.



Produit 4 Revitalisation de l'économie locale :

L'accent a été mis sur la formation et l'équipement de **293** jeunes, en particulier **179** filles issues des communautés hôtes et PDI, dans le cadre de diverses activités génératrices de revenus (AGR). La mise en place de coopératives simplifiées (SCOOP) renforce le travail d'équipe et la cohésion sociale, tandis que les programmes « argent contre travail » ont bénéficié à 1300 bénéficiaires dont 79% de femmes au nombre desquelles 37% de PDI, injectant plus de **200 000** dollars dans des activités génératrices de revenus à petite échelle.



Produit 5 Réduction des risques de conflit :

Les efforts visant à réduire les conflits communautaires impliquent la formation et la sensibilisation des personnes ressources communautaires. Ainsi, **356** leaders locaux dont 36% de femmes ont outillés à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix. En outre, les compétitions sportives ont servi de plateformes pour promouvoir la réconciliation et la cohésion sociale, favorisant la confiance et la collaboration entre les communautés, les autorités et les forces de sécurité intérieure.



Produit 6 Etablissement de gestion de la stabilisation :

: La mise en place de deux comités techniques régionaux (CTR) au Sahel, ainsi qu'un comité de pilotage national, représente une démarche stratégique visant à identifier efficacement les orientations du programme.

Introduction

Le Mécanisme régional de stabilisation du Liptako Gourma, fruit d'une collaboration entre le **Burkina Faso**, le **Mali** et le **Niger**, est né du dialogue entre les autorités de ces pays, dans le but de stabiliser cette région aujourd'hui en proie au terrorisme.



Prévue pour s'étendre sur

60

municipalités, soit 20 par pays dans 12 régions

et bénéficiant à un total de

17

millions de personnes, le mécanisme de stabilisation a démarré ses opérations au Burkina Faso à travers les communes pilotes de Falagountou et de Seytenga, situées dans le Sahel.

A ces deux communes se sont ajoutées Gourcy dans le Nord, Bogandé et Gayéri dans l'Est et ce, conformément au plan d'extension qui à terme permettra de couvrir municipalités supplémentaires réparties dans les régions du Sahel, de l'Est et du Nord.

Au niveau national, la mise en œuvre s'étend aux villages et aux communes, guidée par des plans d'action conjoints (PAC) ou des plans d'action urgents en fonction des progrès réalisés par les mécanismes régionaux. Les plans d'action conjoints (PAC), élaborés avec les intervenants, s'adaptent à l'évolution des besoins. En réponse à l'aggravation des conditions auxquelles sont confrontées les communautés, les interventions de stabilisation s'alignent sur les missions souveraines des trois nations.

Le mécanisme de stabilisation s'articule autour de quatre axes, à l'échelle des pays :

Axis 2

Mettant l'accent sur l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base, les interventions comprennent la construction, la réhabilitation et l'équipement d'infrastructures d'utilité publique telles que des centres de santé, des écoles, des installations d'eau, entre autres.

Axis 4

Axé sur la réduction des risques de conflits, cet axe met l'accent sur la prévention au moyen des sessions de formation et de sensibilisation à l'attention des autorités locales ainsi que des leaders communautaires, coutumiers et religieux. L'objectif global étant de renforcer la résilience face aux conflits communautaires.

Axis 1

Orienté sur le rétablissement de l'autorité de l'État, cet axe vise à renforcer la confiance entre la population et les forces de sécurité, à améliorer l'accès à la justice et à promouvoir la sensibilisation aux droits de l'homme.

Axis 3

Privilégiant la revitalisation de l'économie locale, cet axe soutient les initiatives économiques par le biais d'une assistance technique et financière. Il cible particulièrement les jeunes et les femmes à travers la formation dans divers métiers générateurs de revenus, la restauration des terres pour l'amélioration de la production agricole, et la création d'emplois temporaires via des travaux à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) impliquant la participation communautaire.

En substance, la Facilité de stabilisation est un programme complet stratégiquement structuré pour relever les défis multiformes dans la région du Liptako Gourma, en mettant l'accent sur les efforts de collaboration, l'engagement communautaire et le développement durable.

Contexte de mise en œuvre du projet

Le contexte est marqué par la transition politique avec la promulgation d'une nouvelle charte, la nomination de nouveaux administrateurs et la mise en place d'une assemblée législative en septembre 2022. Les nouvelles autorités de l'État accordent la priorité à la lutte contre le terrorisme, à la réponse aux crises humanitaires, à la restructuration de l'État, à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale, conformément au plan national de stabilisation et de développement en vigueur.

La région du Liptako-Gourma au Burkina Faso, y compris les communes de Falagountou, Seytenga, Gourcy et Bogandé, a connu une escalade du conflit et de l'insécurité. Cette crise croissante a été alimentée par une combinaison de violences perpétrées par des groupes armés non identifiés (GANI), avec pour principales conséquences des déplacements internes sans précédent et des crises humanitaires de plus en plus graves qui menacent davantage une population déjà vulnérable.

Les activités terroristes menées par des groupes tels que l'État islamique au Sahara (EIS) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) ont précipité une déstabilisation importante dans la région, avec de fréquentes attaques successives contre les populations militaires et civiles. Ces groupes ont exploité l'insécurité pour infliger d'importantes pertes en vies humaines et infrastructurelles. C'est le cas de l'embuscade du 17 février 2023 contre un convoi militaire dans la province de l'Oudalan, causant la mort de 51 soldats. Les populations civiles n'ont pas été épargnées par ces violences, comme l'illustrent le massacre de la ville de Bani le 4 février¹ 2023 et les attaques qui ont suivi à Kouraku, toutes deux situées près de Seytenga, les 6 et 7 avril 2023.

Dans sa quête pour reprendre le contrôle de la situation, diverses stratégies ont été développées par le gouvernement. Dans le cadre d'un effort national connu sous le nom de « reconquête territoriale », des opérations militaires à grande échelle ont été menées contre des bases terroristes. Ces opérations ont suscité l'optimisme de la population et ont conduit à la reprise de la vie administrative locale (ouverture des écoles, des centres de santé, de la préfecture, de la mairie, du haut-commissariat et de nombreux autres services techniques déconcentrés) dans des zones clés comme Solenzo. Par ailleurs, la mise en place de comités de suivi et de développement et la promulgation d'un décret sur la « mobilisation générale » visent à associer les citoyens aux projets de développement local et à améliorer la coordination sécuritaire.

L'accès humanitaire à ces zones touchées par le conflit a été sévèrement restreint, ce qui complique les efforts visant à atténuer la situation humanitaire désastreuse. L'ampleur des déplacements est alarmante, avec plus de 2 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans 288 des 351 communes. Les régions du Nord, du Sahel et du Centre-Nord accueillent la majorité de ces populations déplacées. En outre, l'instabilité a entraîné la fermeture de 6 383 écoles et de 265 centres de santé et perturbé les services de base, ce qui a exacerbé les vulnérabilités et risque de provoquer de nouveaux troubles.

Alors que les infrastructures socio-économiques sont mises à rude épreuve, les besoins essentiels en matière de nutrition et de soins de santé ont augmenté. Les taux de malnutrition sévère à Dori, Fada, Gorom-Gorom et Séguénéga soulignent la gravité de la situation humanitaire. Les fermetures d'établissements de

1. Burkina Faso : une attaque dans la commune de Bani fait 25 morts, selon un bilan provisoire - leFaso.net

santé, qui ont touché environ deux millions de personnes, ont exacerbé le problème, mettant encore plus à rude épreuve le secteur de la santé.

Malgré ces efforts, de graves problèmes subsistent. Le massacre de 147 civils perpétré le 20 avril dans le village de Karma² souligne l'urgence de rendre des comptes et de rendre justice. De plus, les déplacements incessants de populations exercent une pression croissante sur les villes et les services déjà mis à rude épreuve. Le ciblage fréquent des zones frontalières par des groupes extrémistes violents a été souligné lors de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur le G5 Sahel le 16 mai³.

Alors que l'année 2023 tire à sa fin, l'insécurité dans la région du Liptako-Gourma souligne l'urgence de renforcer les efforts de stabilisation, d'approfondir les interventions humanitaires et d'améliorer l'efficacité des mesures de lutte contre le terrorisme. Cette situation critique mérite non seulement une attention nationale, mais aussi une coopération internationale concertée pour rétablir la paix et la stabilité, protéger les droits de l'homme et promouvoir le développement durable.

Performance du projet sur la période couverte par le rapport

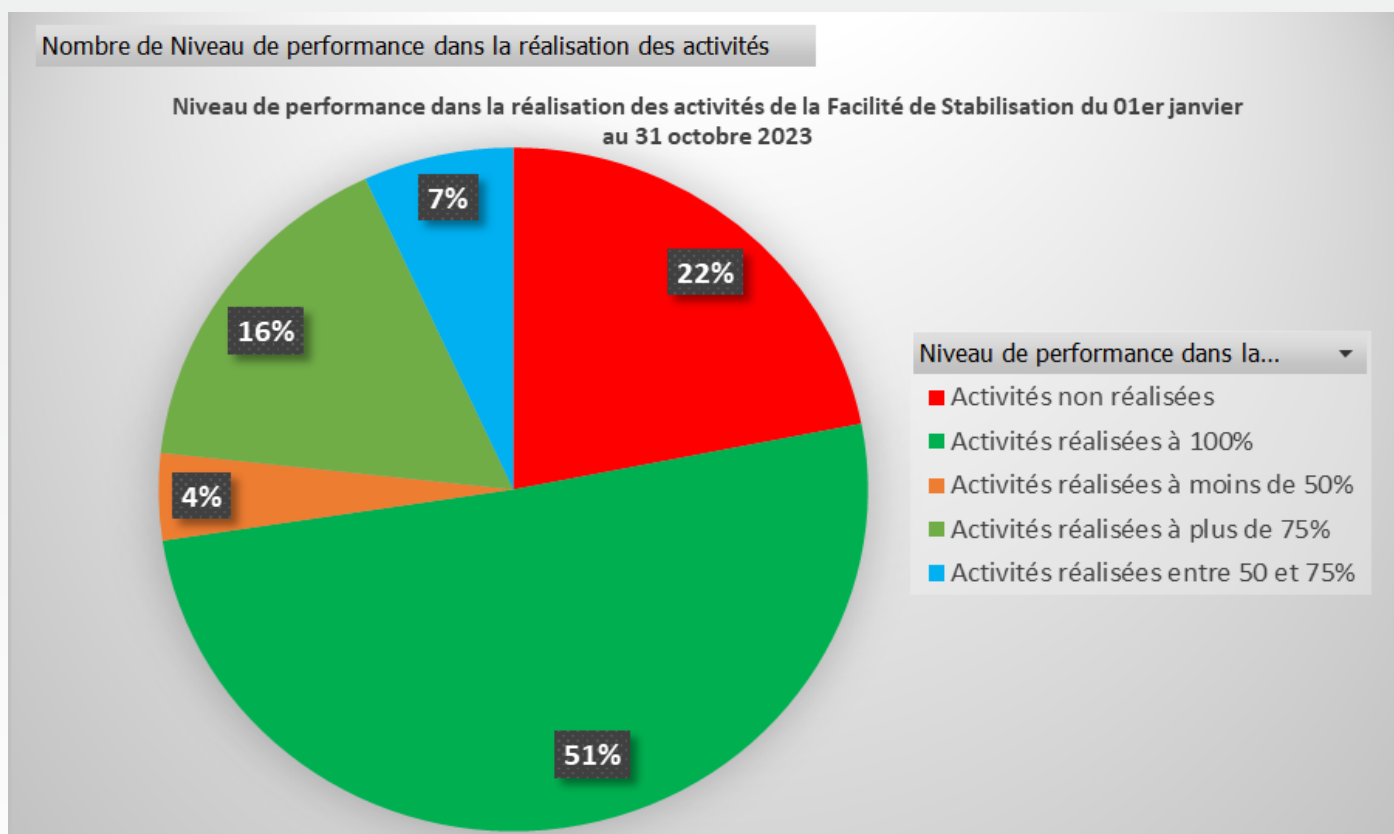
Effacité dans la réalisation des activités

A la date du 31 décembre 2023, le taux d'achèvement physique des activités de stabilisation est de

66,97 %.

Il s'agit d'une moyenne des performances par produit, comme indiqué ci-dessous dans le graphique à barres. $(70+52+80+65+69) / 5 = 67\%$.

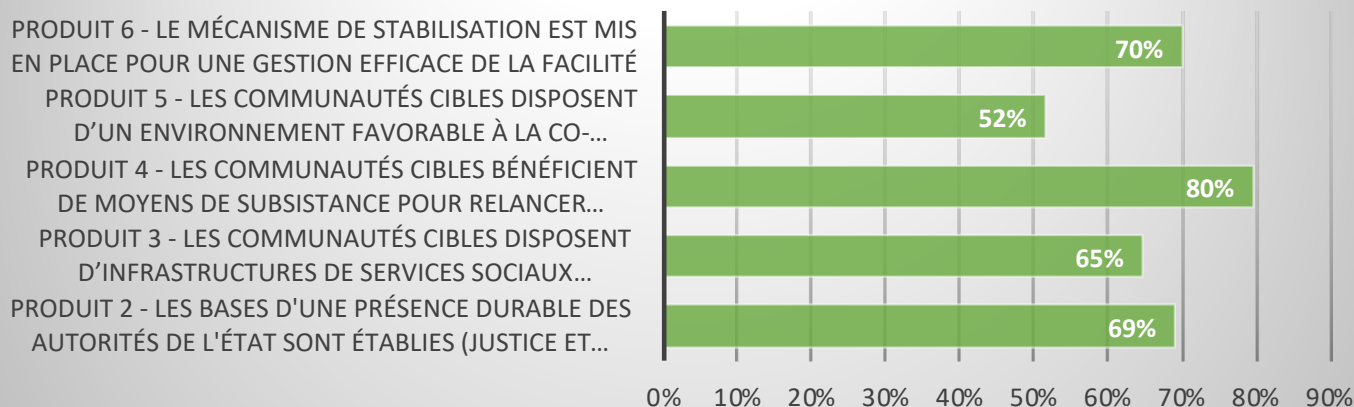
Le diagramme ci-dessous montre le niveau de performance dans la réalisation des activités.



2. Burkina Faso : la responsabilité de l'armée dans le massacre de Karma est mise en cause - Amnesty International

3. Conseil de sécurité : l'opérationnalisation de la Force conjointe du G5 Sahel est une priorité pour la région, déclare le Sous-Secrétaire général pour l'Afrique | Presse de l'ONU

Taux d'Exécution Physique des produits



Efficacité dans la réalisation des produits « Key Results »

Produit 1 : Renforcement de la coopération régionale et transfrontalière

Cette composante est mise en œuvre par le guichet régional en partenariat avec l'Autorité du Liptako Gourma (ALG). En 2024, la fenêtre nationale identifiera les activités transfrontalières qui seront mises en œuvre au niveau local en collaboration avec l'ALG.

Produit 2 : Les fondations pour une présence durable des autorités de l'Etat et des prestataires de sécurité dans les communautés cibles sont établies

Les actions prévues dans le cadre de ce produit concernent divers appuis fournis à l'Etat dans les domaines du renforcement de la sécurité et de l'accès à la justice à travers la réalisation et/ou la réhabilitation des infrastructures de sécurité et de services publics, l'appui en équipements ainsi que les actions de renforcement de capacités des FSI, des autorités, y compris des leaders locaux dans le sens de l'amélioration de la contribution des populations au rétablissement de la sécurité.

Indicateurs de produit	Baseline			2023	Cumul 2022 - 2023
	Valeur	Année	Cible	S1 + S2	
Ind 2.1 : Nombre des infrastructures publiques (Justice, Commissariats, Gendarmerie etc.) construits, réhabilités ou ayant fait objet d'extension dans la zone d'intervention	0	2021	12	01	02
Ind 2.2. Nombre des infrastructures publiques (Justice, Commissariats, Gendarmerie etc.) équipées dans les zones d'intervention	0	2021	12	11	11
Ind 2.3 : Pourcentage des sites Jap disposant de plan de sécurité aligné sur la stratégie nationale de sécurité	0	2021	30%	20%	N/A
Ind 2.4 nombre d'agents de sécurité formés sur les droits de l'homme et la prévention de la violence basée sur le genre (désagrégé par âge, sexe et lieu)	0	2021	176	50	72
Ind 2.5 Nombre de lampadaires installés dans les zones cibles	0	2021	120	81	341

Ind 2.1 : Nombre des infrastructures publiques (Justice, Commissariats, Gendarmerie etc.) construits, réhabilités ou ayant fait objet d'extension dans la zone d'intervention

Dans l'atteinte de la cible liée à la réhabilitation des infrastructures de sécurité, le projet a permis la rénovation et/ou la réhabilitation des locaux de la Coordination Régionale des Forces de Défense et de Sécurité (CR-FDS) de la région du sahel. La réhabilitation de cette salle permettra aux différents corps des Forces de Défenses et de Sécurité de se réunir dans un cadre de travail adéquat afin de prendre de décisions et de fournir des services de sécurité appropriée aux communautés.

En termes de progrès pour cet indicateur, on note une progression de un total de

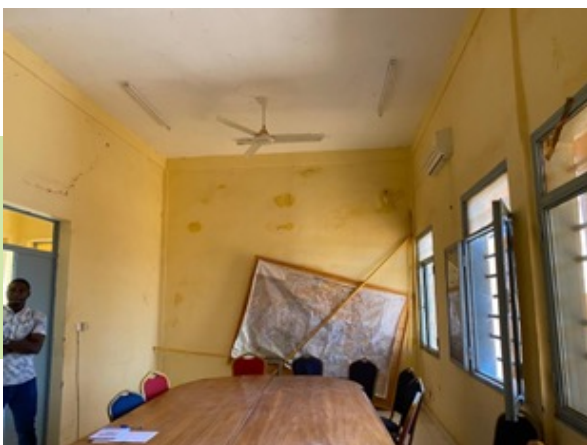
01

infrastructure réhabilitée sur un total de 11 initialement recensées.



Cette contreperformance s'explique par une réorientation des priorités par les autorités locales pour qui la réalisation des infrastructures productives est plus prioritaire que les investissements dans le secteur de la sécurité. Toutefois, les 10 infrastructures sécuritaires restantes sont en cours d'évaluation en coordination avec les services techniques de l'état-major de la gendarmerie et de la Direction Générale de la Police Nationale pour permettre de tenir compte des plans de construction répondant au contexte sécuritaire actuel.

Avant



Après



Salle CR/FDS, Dori, aout 2023

Ind 2.2. Nombre des infrastructures publiques (Justice, Commissariats, Gendarmerie etc.) équipées dans les zones d'intervention

Des progrès significatifs ont été accomplis vers les objectifs de 2023, les capacités opérationnelles et de sécurité des sites du programme de

11

services de sécurité intérieure ont été renforcées. Au total, 30 véhicules, 121 motos, 170 radios VHF portables, 36 téléphones satellites, 50 appareils GPS, 370 trousse de premiers secours et du matériel informatique et de bureau ont été transférés aux forces de sécurité intérieure.

Ces acquisitions renforcent la sécurité dans les zones de stabilisation et protègent les communautés en améliorant les capacités logistiques du personnel de sécurité. Le personnel de sécurité peut communiquer sur de plus longues distances, effectuer des patrouilles régulières et déployer rapidement du personnel en cas d'incident. Ces équipements, destinés aux unités de police et de gendarmerie locales de six communes de stabilisation, renforcent leur capacité à maintenir la paix et la sécurité dans les zones qu'elles desservent.



Livraison du premier lot d'équipements en décembre 2022



Livraison du deuxième lot d'équipements en mai 2023

Ausi, les capacités opérationnelles des autorités locales et des services techniques de Falagountou et de Seytenga ont été renforcées par la mise à disposition de matériels informatiques et de mobilier de bureau, permettant de fournir aux populations à la base des services publics locaux de qualité, accessible et dans des délais réduits.



Remise officielle du matériel informatique et du mobilier du bureau aux autorités et aux services techniques des communes de Falagountou et Seytenga

Aussi, les capacités opérationnelles des autorités locales et des services techniques de Falagountou et de Seytenga ont été renforcées par la mise à disposition de matériel informatique et de mobilier de bureau, permettant une prestation de services optimale aux communautés.



Liens utiles des cérémonies de remise d'équipements :

- <https://lefaso.net/spip.php?article121782>
- <https://www.sidwaya.info/blog/lutte-contre-le-terrorisme-le-pnud-offre-du-materiel-aux-forces-de-securite-interieure/>
- https://www.securite.gov.bf/default-title?tx_news_pi1%5Baction%5D=detail&tx_news_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%5Bnews%5D=566&cHash=4b6cde24422c87041c100991bb62cafd
- <https://burkina24.com/2023/10/19/burkina-faso-le-pnud-et-lallemagne-offrent-22-vehicules-pickups-pour-la-securite/>
- <https://burkina24.com/2023/05/25/soutien-aux-forces-de-securite-interieure-dans-la-lutte-contre-le-terrorisme-le-pnud-offre-un-lot-dequipements-dune-valeur-de-plus-de-319-millions-de-f-cfa/>
- [274\) RTB - 8 p.m. news, May 26, 2023 - YouTube \(8:06 – 10:25\)](#)

Ind 2.3 : Pourcentage des sites Jap disposant de plan de sécurité aligné sur la stratégie nationale de sécurité

Les sites JAP des 02 communes de Seytenga et Falagountou ne disposent pas d'un plan de sécurisation. En consultation avec les autorités régionales et les FDS, il a été convenu de renforcer la capacité opérationnelle de la CR-FDS, qui a pour mandat d'élaborer le plan de sécurité aux niveaux régional et communal.

Ind 2.4 Nombre d'agents de sécurité formés sur les droits de l'homme et la prévention de la violence basée sur le genre

50

agents des Forces de Sécurité Intérieure et 12 responsables locaux et religieux de Dori, Seytenga et Falagountou ont vu leurs capacités renforcées en matière de respect des us et coutumes des communautés d'accueil dans l'exercice des missions de sécurité.



L'évaluation réalisée à l'issue de l'atelier de 3 jours a mis en évidence le développement des compétences de

95%

des participants dans l'identification des valeurs (traditionnelles, morales et culturelles), l'identification des origines (histoire, géographie, religion), les comportements dans la vie quotidienne et les erreurs à ne pas commettre avec les communautés dans l'exercice de leur mission.

La session a abouti à l'élaboration d'un plan d'action visant à renforcer la coexistence pacifique entre les populations et les FSI.



Participants à la formation sur les Us et Coutumes des communautés, Dori, Novembre 2023

Ind 2.5 Nombre de lampadaires installés dans les zones cibles

Afin de contribuer au renforcement de la sécurité communautaire à Gourcy au nord et de Bogandé à l'est, les artères principales et autres lieux publics tels que les écoles, le site des déplacés et les centres de santé sont éclairés au moyen de

81 lampadaires solaires.



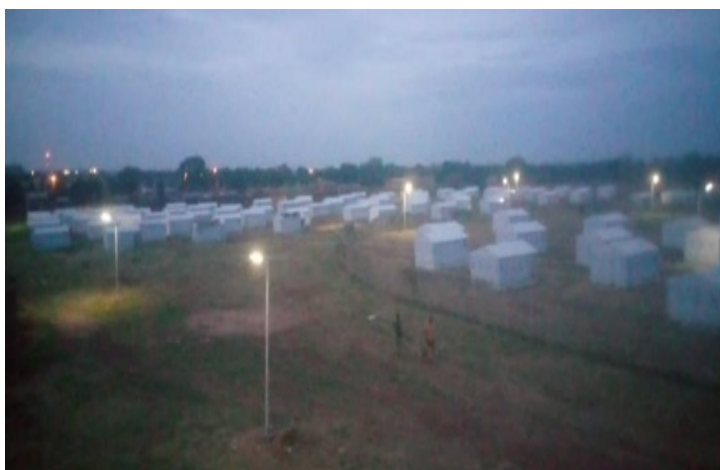
Grâce à ces installations modernes, le mécanisme de stabilisation en synergie avec les organisations humanitaires contribue à l'amélioration des conditions de vie et de sécurité d'environ



29,000

personnes dont 1 500 personnes déplacées internes (PDI), principalement des femmes/filles et des enfants.

Avec cet éclairage public, les risques de morsures de serpent et de survenance violences basées sur le genre (VBG) qui étaient autrefois élevés en raison de l'obscurité sur le site seront considérablement réduits, permettant ainsi aux femmes, y compris les PDI des localités de Gourcy et Bogandé de vivre dans un minimum de sécurité et de dignité.



Lampadaires solaires au site d'accueil des PDI de Gourcy dans les rues et au CSPS Urbain-Bogandé

Suite à l'appui en équipement informatique et de bureau par la stabilisation aux services d'état civil, l'offre de différent service s'est améliorée en matière d'état civil aux populations.

3000

personnes vulnérables, dont 1264 filles et femmes,

soit environ

90%

de la population totale (28 147 personnes) des sites JAP des communes de Seytenga et Falagountou ont obtenu gratuitement des actes de naissance et des JSAN, leur permettant ainsi de jouir de leur droit à la citoyenneté et aux enfants d'avoir accès à l'éducation.



Bénéficiaires du JSAN, Seytenga

Produit 3 : Les collectivités cibles disposent d'infrastructures essentielles de services sociaux construites et/ou réhabilitées, fonctionnelles et accessibles

Les réalisations de ce produit concernent essentiellement l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base par la dotation en équipements (tables bancs, matériels médico-techniques etc), la construction et/ou la réhabilitation d'infrastructures d'utilité publique à l'image des centres de santé, des écoles, des points d'eau.

Indicateurs de produit	Baseline			2023	Cumul 2022 - 2023
	Valeur	Année	Cible	S1-S2	
Ind 3.1 : Nombre des infrastructures publiques (centre de santé, écoles, latrines, etc.) construites, réhabilitées ou ayant fait objet d'extension dans la zone d'intervention	0	2021	208	130	134
Ind 3.2. Nombre de forages construits/ réhabilités dans les zones cibles	0	2021	29	14	18
Ind 3.3 Nombre d'infrastructures publics équipées de technologies renouvelables	0	2021	56	21	63
Ind 3.4. Pourcentage des sites JAPs disposant d'infrastructures publiques (santé, école) aux normes	0	2021	20%	A déterminer	TBC

Ind 3.1 : Nombre des infrastructures publiques (centre de santé, écoles, latrines, etc.) construites, réhabilitées ou ayant fait objet d'extension dans la zone d'intervention

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux,



09

blocs de latrines publiques pour femmes et hommes,

120

latrines familiales ont été construits ainsi que 01 Service de la Jeunesse réhabilité à Seytenga, Falagountou, Bogandé et Gourcy, pour une population estimée à

6576

personnes respectivement, dont 3343 femmes et 2099 filles et garçons et 2500 jeunes pensionnaires du Service de la Jeunesse de Gourcy.

Ces infrastructures permettront d'améliorer le niveau d'hygiène, de confort et d'assainissement dans les lieux publics tels que les écoles, les établissements de santé, les refuges pour femmes, les centres de loisirs pour les jeunes, les marchés centraux, les lieux de culte et dans les ménages bénéficiaires. Ces latrines publiques, construites selon des normes de sécurité et de genre, offrent ainsi des conditions de dignité et d'accessibilité physique aux usagers.



Construction de latrines publiques, Seytenga, février 2023



Latrine familiale construite, Bogandé, Septembre 2023



Après avoir été formés à l'art plastique et à la peinture,

50

jeunes hôtes et PDI dont 50% de filles de Gourcy ont plaidé pour la stabilisation et le développement à travers la réalisation de graffiti sur le mur du centre des jeunes.

Le centre de jeunesse dessert plus de

25000

jeunes pour les formations, la mobilisation des jeunes pour le développement communautaire à Gourcy, y compris les solutions TIC pour postuler à des emplois et à des écoles.



Réhabilitation du service communal des jeunes, Gourcy, Septembre 2023

Ind 3.2. Nombre de forages construits/réhabilités dans les zones cible

Face aux problèmes croissants de pénurie d'eau et pour faciliter l'accès à l'eau potable pour les communautés, 14 forages communautaires (PEA et PMH) ont été finalisés pour desservir 11 490 ménages sur une population estimée à

61,763

personnes dont 31 280 femmes des communes de Seytenga, Falagountou, Gayéri et Bogandé.

Ces forages ont permis à la population d'avoir accès non seulement à l'eau potable, mais aussi, et surtout, à l'accessibilité en rapprochant les forages des habitations. L'accès à l'eau étant une source majeure de conflits dans les communes de Seytenga, Falagountou, Gayéri et Bogandé, ces forages réduiront les risques de conflits entre agriculteurs et éleveurs tout en étant accessible géographiquement aux femmes. Ces réalisations permettront également de réconcilier les PDI et les hôtes en rendant l'eau accessible à tous afin d'éviter d'éventuels affrontements autour de l'accès à l'eau.



Forages communautaires construits et réhabilités, Seytenga/Falagountou, 2023 et château réalisé à Bogandé, 2023

Ind 3.3 Number of public infrastructure equipped with renewable technologies

09 blocs de latrines publiques construits ont été équipés de kits d'installation solaire et 14 lieux publics électrifiés (centres de santé, préfecture, haut-commissariat, principal site d'accueil des PDI, gendarmerie et police...) pour renforcer la sécurité des usagers de ces infrastructures.

Ces infrastructures ont permis de renforcer la sécurité communautaire de plus de

22,772

habitants, dont 11 738 femmes, composés de 5 369 ménages sur les sites de Falagountou, Goulgountou et Seytenga



Latrine publique équipée d'un kit solaire, Seytenga, février 2023



Lampadaire solaire au CSPS de Bogandé

10

Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) de Bogandé ont bénéficié d'intrants nutritionnels pour 9464 enfants âgés de 6 à 23 mois, 3361 allaitants et 1968 femmes enceintes (source : District Sanitaire, mars 2023).



Cet appui permettra aux Centres de Récupération et d'Education Nutritionnelle (CREN) de disposer d'un stock alimentaire important pour assurer l'alimentation des accompagnateurs des enfants admis pour malnutrition aiguë sévère (MAS).



Livraison de produits alimentaires au Responsable CREN de Bogandé et Livraison de produits biomédicaux au District de Santé de Bogandé

La situation sécuritaire avec ses conséquences de déplacements massifs a conduit à l'arrivée d'enfants sans accès à l'éducation dans les sites JAP augmentant ainsi le besoin en réalisation de salles de classe supplémentaires dans les villes de Bogandé-centre et Gayéri-centre dans la région de l'Est. En réponse, la Stabilisation a construit et équipé 10 espaces temporaires d'apprentissage (ETA) pour accueillir 1929 élèves, dont 896 (46,44%) filles et 109 déplacés internes (5,65%), leur permettant ainsi d'avoir de meilleures conditions d'études et de réduire le taux d'abandon scolaire



Produit 4 : Les moyens de subsistance sont stabilisés et l'économie locale est soutenue dans les communautés cibles

La revitalisation de l'économie locale et le renforcement des moyens de subsistance étant un pilier essentiel de la stabilisation, les réalisations se sont accentuées sur l'accompagnement technique et financier des initiatives économiques des communautés cibles, en formant notamment les jeunes aux différents métiers générateurs de revenus et en créant des emplois temporaires par la participation des communautés dans des travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre.

Product indicators	Baseline		2022	2023	Year to date 2022 - 2023
	Value	Year	Target	S1-S2	
Ind 4.1 : Pourcentage de ménages des zones cibles dont au moins un membre bénéficie de moyens (technique, matériel, financiers) du projet (désagrégé par âge, sexe du chef et lieu)	0	2021	5%	13,63%	13,63% des ménages (1500 ménages (sahel) + 200 à l'Est + 400 au nord)
Ind 4.2: Nombre de personnes formées pour leur permettre de saisir des opportunités économiques (formation en création et gestion de micro-entreprise, AGR, corps de métier, etc.)	0	2021	300	293	308 (Sahel : 48 ; Nord : 200 et Est : 60)
Ind4.3 : Nombre de bénéficiaires de subventions en cash ou en matériel	0	2021	2100	1300 dont 700 au sahel, 400 au nord et 200 à l'Est	2100 bénéficiaires dont 814 femmes (1500 au sahel, 400 au Nord et 200 à l'Est)
Ind 4.4: Nombre de projets d'infrastructures productives réhabilités ou construits (tels que des magasins de petites entreprises et des structures de marché)	0	2021	12	0	

Ind 4.1 : Pourcentage de ménages des zones cibles dont au moins un membre bénéficie de moyens (technique, matériel, financiers) du projet (désagrégé par âge, sexe du chef et lieu)

2 100 ménages dont 1500 au Sahel, 200 à l'est et 400 au nord pour un total de 15403 ménages, soit 13,63 % des sites d'intervention ont bénéficié d'une assistance en espèces à travers leur participation à des interventions « argent contre travail », notamment la récupération de plus de 100 hectares de terres dégradées, l'entretien de plus de 10 km de caniveaux, la construction de 50 latrines familiales, l'entretien de 15 km de routes rurales et de 02 terrains de sport. À la suite de ces participations au travail contre rémunération, plus de 200 000 dollars ont été distribués et ont permis aux bénéficiaires de mettre en place des activités génératrices de revenus à petite échelle



Participants aux cash for Work, Seytenga/Bogandé/Gourcy, septembre 2023

Ind 4.2: Nombre de personnes formées pour leur permettre de saisir des opportunités économiques (formation en création et gestion de micro-entreprise, AGR, corps de métier, etc.)

293



jeunes, dont 240 filles et 67 déplacés internes de Seytenga, Falagountou, Bogandé et Gourcy ont été formés et équipés de kits d'installation afin de renforcer leur autonomie à travers des métiers porteurs tels que sont la couture, la mécanique, la restauration, la menuiserie bois, la réparation de téléphones portables, la coiffure, le tissage, la saponification, les cultures hors-sols, la production de Soumbala et de beurre de Karité, etc.

A l'issue des formations, les bénéficiaires ont été structurés en 08 SCOOP (Coopérative Simplifiée) afin de renforcer leur compétitivité et faciliter leurs accès au marché du travail.



Benéficaire de formations dans divers métiers porteurs

Ind 4.3: Nombre de bénéficiaires de subventions en cash ou en matériel

2100

bénéficiaires, dont 814 femmes (1500 au Sahel, 400 au Nord et 200 à l'Est) ont bénéficié d'un soutien en espèces et 245 jeunes dont 220 filles ont été dotés d'équipements spécifiquement (kits d'installation) pour leur permettre de démarrer des activités qui soutiendront l'économie locale dans les domaines de la couture, la mécanique, la restauration, la menuiserie bois, la menuiserie, réparation de téléphones portables, coiffure, tissage, saponification, cultures hors-sol, production de Soumbala et de beurre de karité, etc.

19 des bénéficiaires réalisent un bénéfice moyen mensuel de 57600 francs épargné dans une institution de microfinance communautaire. Avec ce bénéfice, les enfants arrivent à manger deux fois par jour et de bénéficier de soins en cas de maladie.



Ind 4.4: Nombre de projets d'infrastructures productives réhabilités ou construits (tels que des magasins de petites entreprises et des structures de marché)

04 jardins nutritifs de 2,5 ha sont achevés et en cours d'exploitation par 90 femmes et jeunes, y compris des PDI. Divers produits (tomates, salades, choux, concombre, carottes) localement sollicités sont en cours de production au sein des 04 périmètres nutritifs à Seytenga et Falagountou et visant à approvisionner et à satisfaire à la demande du marché local. Pour accroître la rentabilité, des activités préparatoires de formation ont été initiées sur les itinéraires techniques de production à l'endroit des exploitants. Il s'agit de la formation sur les techniques agricoles innovantes au profit de 42 élus locaux dont 08 femmes des chambres communales d'agriculture de Seytenga et Falagountou. L'évaluation post-test a permis de relever que 88% des participants ont maîtrisé les itinéraires techniques de production ainsi que les outils nécessaires au suivi étroit et de qualité des bénéficiaires des AGR collectifs.

A l'issue de cette formation, avec l'appui des services techniques communaux, les 42 élus ont formé 1200 futurs exploitants des sites maraichers, dont 640 femmes, aux techniques modernes de maraîchage dans les communes de Seytenga et Falagountou. De l'avis des agents de la Chambre Régionale d'Agriculture, service technique partenaire de la stabilisation, les bénéficiaires sont en mesure de mettre en œuvre des activités génératrices de revenus (AGR) sur les sites agro-pastoraux comme garantie d'une redynamisation de l'économie locale. L'objectif de ces AGR étant le renforcement des moyens d'existence des ménages et la redynamisation de l'économie locale.



Des bénéficiaires de Seytenga en pleine séance de démonstration de traçage de planches.



Au milieu, une femme, expliquant l'itinéraire technique d'une pépinière (à gauche) et Visite guidée pour mieux comprendre la gestion des nuisibles. Ici, les attaques des ravageurs sur les aubergines en fructification (à droite)

Quelques témoignages de réussite

HISTOIRE 1



Lankoandé Lazaré, âgé de 23 ans est l'un des 10 jeunes bénéficiaires de la formation en mécanique.

Lazaré est déplacé interne dans la ville de Bogandé il y'a 06 mois et exerçait ce métier de mécanique comme apprenti chez son oncle.

Après avoir bénéficier de la formation et du kit d'installation pour son métier, Lazaré a concrétisé son rêve d'avoir son propre atelier.

« Avant cet accompagnement du PNUD, j'étais chez mon oncle en tant qu'apprenti ; et comme je n'avais pas de moyens pour m'acheter les outils nécessaires pour le travail, je ne pouvais pas envisager avoir mon propre atelier. Maintenant que j'ai bénéficié de cet accompagnement pour la perfection de mes connaissances en mécanique, et des outils de travail ; j'ai pu me trouver un lieu où j'exerce mon métier de mécanicien. Je mène mon activité aisément, car je n'ai pas besoin d'aller demander un quelconque outil ailleurs



Depuis que j'ai mon propre atelier, j'ai un gain journalier qui varie entre 2000 fcfa à 3000 fcfa. Il y'a des jours, je gagne même 5000 fcfa. Avec ces gains, je déduis un peu pour acheter quelques pièces de rechange que je peux revendre à mes clients.

Mes économies me permettent de contribuer dans l'achat des vivres pour notre famille ; comme nous sommes une famille déplacée. Elles me permettent aussi de couvrir mes besoins comme l'habillement, les soins, ... En somme, je ne peux que dire Merci au PNUD pour l'accompagnement, car comme vous pouvez le remarquer ; avec ce métier, je ne cours aucun risque de perte. J'ai mes connaissances et mes outils de travail que je valorise en tirant des profits ».

HISTOIRE 2



CISSE City est l'une des 308 femmes bénéficiaires des interventions de la Facilité de Stabilisation du site de Seytenga dans la région du sahel, au Burkina Faso.

« Coordonnatrice communale adjointe des Femmes de Seytenga, je suis mère de 05 enfants dont 03 filles. Nous vivions une vie paisible dans notre localité avant cette attaque meurtrière de juin 2022 qui nous a obligé à devenir des déplacées internes dans la ville de Dori située à 45 kilomètres. Sans emploi pendant cette période

difficile, ma vie était un véritable calvaire. Heureusement que le retour et la présence des forces de police et de gendarmerie à Seytenga a ramené un calme relatif, ce qui nous a motivé ma famille et moi ainsi que d'autres habitants à regagner notre Seytenga natal pour surtout profiter des opportunités de travail contre argent que le projet Facilité de Stabilisation développe au profit des femmes et des jeunes vulnérables. N'eut été ce projet à l'époque, je ne sais pas ce que mes enfants et moi serions devenus. Ce projet m'a permis de participer aux travaux de réhabilitation des infrastructures publiques et de restauration des terres dégradées de ma localité.

Au-delà de l'argent que j'ai reçu, je me suis sincèrement sentie utile à ma communauté et de motiver d'autres femmes réticentes à revenir à Seytenga.

Après ces travaux, j'ai reçu l'intégralité de mon paiement sur mon téléphone que j'ai utilisé pour m'acheter un bélier, une chèvre et un bouc. Aujourd'hui, tellement l'élevage me réussit, mon patrimoine est constitué de 01 bélier, 02 boucs et 03 chèvres.

Au-delà de l'argent que j'ai reçu, je me suis sincèrement sentie utile à ma communauté et de motiver d'autres femmes réticentes à revenir à Seytenga.



A partir des revenus issus de la vente des produits de mon élevage, je fais le petit commerce de galettes au marché central de Seytenga qui se tient tous les 03 jours.

Cette autre activité génératrice de revenus me procure des bénéfices supplémentaires que j'utilisent en partie pour certaines charges familiales telles que l'alimentation, la scolarité et les soins de santé de mes enfants. Aujourd'hui, je dois mon épanouissement et ma respectabilité sociale au sein de ma communauté ainsi que le bien-être de mes enfants, grâce à la réutilisation efficace de mes économies tirées de ma participation aux cash for work de la Stabilisation que j'ai réinvesti dans l'élevage puis dans la vente de galettes. »



Output 5: Target communities have an enabling environment for peacebuilding

Les interventions de stabilisation se sont accentuées sur la réduction des risques de conflits communautaires en misant sur la prévention à travers des formations et des sensibilisations au profit des autorités locales et des leaders communautaires, coutumiers et religieux.

Indicateurs de produit	Baseline			2023	Cumul 2022-2023
	Valeur	Année	Cible	S1-S2	
Ind 5.1 : Pourcentage des sites JAPs disposant d'un mécanisme de médiation inclusive ayant organisé au moins 01 activité/initiative de promotion de la paix (médiation, prévention de conflits, sensibilisation, formation etc.)	0	2021	50%	0	A déterminer après la mise en place des plateformes
Ind 5.2 : Pourcentage des communes cibles disposant d'un mécanisme de suivi continu des conflits ou d'un système d'alerte précoce ayant fait au moins une alerte ou ayant organisé au moins 01 activité/initiative de prévention des conflits ou de promotion de la paix	0	2021	40%	0	A déterminer après la mise en place des plateformes
Ind 5.3 : Nombre d'activités/initiatives réalisées par les mécanismes de médiation inclusive ou de suivi continu des conflits	0	2021	1	0	A déterminer après la mise en place des plateformes

En partenariat avec l'OREPreGeCC, la mise en place du comité de stabilisation communautaire est en cours pour créer des systèmes d'alerte précoce ainsi que des mécanismes de prévention des conflits pour une cohabitation et coexistence pacifique de la population dans les sites JAP. A cet effet, un certain nombre de réalisations ont été constatées dans le cadre de la création d'un environnement propice à la co-construction de la paix.

Il s'agit de l'organisation d'activités sportives et récréatives entre les FDS et la population à Falagountou et Seytenga ayant permis de mobiliser plus de 2000 participants, majoritairement des jeunes, des femmes, des adolescents, des leaders d'opinion, des autorités locales ainsi que des FSI. En plus d'un regain de la confiance renouvelée, ces activités ont permis de renforcer la collaboration entre les communautés, les autorités et les FDS en vue de promouvoir la cohésion sociale. A l'occasion, des messages de paix, de cohésion sociale et de vivre ensemble ont été véhiculés notamment par les leaders d'opinion, les représentants des jeunes et des femmes visant à renforcer la coexistence pacifique inter et intracommunautaire.





Tournoi de football, Seytenga/Falagountou, Septembre 2023

Changements obtenus au niveau Effet : analyse des indicateurs CPD et IRRF

Le Mécanisme de Stabilisation contribue aux 03 piliers du CPD ainsi que suit :

Pilier 1 :
Promotion de l'efficacité institutionnelle, l'Etat de droit, de la cohésion sociale et de la sécurité en vue de la « paix durable »

Pilier 2 :
Croissance inclusive et durable, travail décent et sécurité alimentaire.

Pilier 3 :
Résilience au changement climatique face aux changements climatiques, aux catastrophes naturelles et aux urgences humanitaires ;

Dans l'objectif de renseigner ces indicateurs contribuant à l'effet " Les risques de violence nuisibles à la mise en œuvre des programmes de consolidation de la paix et de développement à long terme sont réduits" et aux effets 1, 2 et 3 du CPD 2018-2025, le programme stabilisation a conduit avec l'appui d'une partie responsable, une étude indépendante dans les communes de Seytenga, Bani, Arbinda, Bogandé, Falangountou et Gayéri. Cette enquête a couvert un échantillon de 1950 soit 325 ménages par commune. Faut-il préciser que la taille de l'échantillon est déterminée par le nombre minimum de personnes nécessaires pour obtenir des résultats représentatifs. Les estimations calculées au niveau de chaque site JAP a eu un intervalle de confiance à 90% avec une marge d'erreur de ± 10 points de pourcentage ou moins. L'approche a combiné des enquêtes quantitatives et qualitatives ciblant des répondants à différents profils. La collecte des données s'est déroulée du 15 Février au 24 Avril 2023.

Les résultats de l'enquête de perception ont révélé :

Pour ce qui concerne l'effet 1. « D'ici 2025, l'efficacité des institutions est améliorée et la population du Burkina Faso, en particulier les plus exposées aux risques de conflit et d'insécurité, vit en paix et en sécurité dans un État de droit », il ressort que 32 % de la population totale interviewée parmi laquelle 36,9% de femmes, 29,3% d'hommes et 28,3% des jeunes filles et garçons dont l'âge est compris entre 15-35 ans estiment avoir accès à la justice formelle, malgré la faible présence de juridictions administratives telles que les tribunaux administratifs comme les commissariats de police, les brigades de gendarmerie, les préfectures et les délégations spéciales. En outre, il convient de relever que certains sites JAP sont souvent situés à des dizaines de kilomètres des lieux de concentration de ces services. Par ailleurs, il faut noter qu'il y a une absence notable des juridictions dans les municipalités où le projet opère. De plus, les enquêtes qualitatives ont révélé des obstacles tels que les barrières comme les coûts financiers, la complexité des procédures et les longs délais dans la fourniture de ces services.

Et en ce qui concerne la satisfaction à l'égard des services de sécurité fournis par l'État dans les différentes communes, 29 % des 1950 personnes interrogées au nombre desquelles 51,2% des femmes et 37,7% des jeunes de 15-35 ans ont déclaré être satisfaites des services fournis par l'État dans le domaine de la sécurité des biens et des personnes.

Relativement à l'accès aux services sociaux de base, 44 % des 1950 personnes enquêtées réparties ainsi que suit : 50,5% des femmes et 46,1% des jeunes de 15-35 ans des communes d'intervention affirment être satisfaits quant à la fourniture et l'accès aux services sociaux de base. Ce faible taux se justifie d'une part par l'inadéquation de l'offre de service fournie, l'insuffisance et/ou la qualification des agents déployés dans ces services et, d'autre part, par l'inexistence et la vétusté des infrastructures et des équipements ne répondant pas aux normes nationales et internationales. En général, la stabilisation s'est traduite par le renforcement des capacités opérationnelles des Forces de Sécurité Intérieure (FSI) et des services techniques régionaux et locaux afin de répondre aux besoins des communautés cibles en matière de sécurité et de justice.

Par ailleurs, les réalisations dans le domaine de l'accès aux services sociaux de base ont permis de réduire la pénibilité liée à l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement en l'occurrence pour les femmes et les filles. En termes d'effets produits, la desserte en eau potable à travers les forages réalisés et le développement des espaces temporaires d'apprentissage (ETA) visent à offrir aux élèves déplacés internes de meilleurs espaces d'étude tout en améliorant éventuellement leurs rendements. Sur le plan de l'amélioration de la santé, les divers équipements fournis permettront au personnel de soin de fournir une meilleure offre de soin aux communautés sans discontinuité.

En ce qui concerne l'effet 2. « D'ici fin de l'année 2025, les populations, en particulier les jeunes et les femmes dans les zones d'intervention (urbaines/ / rurales), augmentent leurs revenus, adoptent des modes de production et de consommation durables et améliorent leur sécurité alimentaire ». Les résultats de l'enquête ont révélé qu'en termes d'opportunités économiques dans les communes de stabilisation, 30% des 1950 personnes interrogées affirment exercer une activité économique. Cela se justifie par la complexité à obtenir des opportunités économiques et aussi par le fait que les initiatives économiques des populations sont détruites par les hommes des groupes armés terroristes. Toutefois, les interventions de stabilisation ont permis de toucher plus de 2 100 ménages (1 500 au Sahel, 200 à l'Est et 400 au Nord) sur un effectif de 15 403 ménages, soit 13,63 % des ménages dans les communes de Falagountou, Seytenga, Bogandé et Gourcy dans le cadre de l'appui en espèce à travers leur participation à des interventions « argent contre de travail », notamment la récupération de plus de 100 hectares de terres dégradées, l'entretien de plus de 10 km de caniveaux, la construction de 50 latrines familiales, l'entretien de 05 km de pistes rurales et l'aménagement de 01 terrain de sport. À l'issue de ces participations au travail contre rémunération ou cash for work, plus de 200 000 dollars ont\$ USD a été distribué et ont permis aux 1500 cash for worker de mettre en place des activités génératrices de Revenu (AGR) à petite échelle. Outre, 293 autres bénéficiaires dont 240 femmes et filles et 67 personnes déplacés internes (PDI) essentiellement des femmes des sites de Seytenga, Falagountou, Bogandé et Gourcy qui ont améliorés leurs revenus à travers l'octroi de kits d'installation pour le développement d'AGR dans les domaines tels que la couture, la mécanique, la restauration, la menuiserie bois, la réparation de téléphones portables, la coiffure, le tissage, la saponification, la production de Soubala et de Beurre de karité.

Dans le cadre de l'avancement du résultat touchant l'effet 3. «D'ici 2025, les populations, en particulier les groupes vulnérables, dans les zones cibles sont plus résilientes aux chocs climatiques et environnementaux », 01 bassin de collecte des eaux de ruissellement(BCER) d'un volume de 5 250 m3 a été réalisé à Seytenga ; 341 lampadaires solaires installés dans 62 lieux publics à Seytenga, Falagountou, Bogandé et Gourcy ; 14 forages communautaires et à vocation agropastorale, 09 latrines publiques et 70 latrines familiales construites et équipées à Seytenga, et Bogandé ; ainsi que 10 hectares de terres dégradées récupérées à travers les travaux à haute intensité de main d'oeuvre (THIMO), 05km d'infrastructures d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales et 04 jardins nutritifs de 2,5 ha clôturés dans la commune de Seytenga. Ces actions visent à faciliter la résilience économique, la création d'emplois, l'augmentation des revenus des populations ainsi que la sécurité alimentaire des groupes vulnérables tant à Seytenga qu'à Falagountou. C'est aussi un moyen de sauvegarder la biodiversité, tout en permettant de capter le carbone atmosphérique, source du réchauffement climatique de notre planète.

Résultats et impacts dans le cadre de l'égalité des sexes et autonomisation des femmes

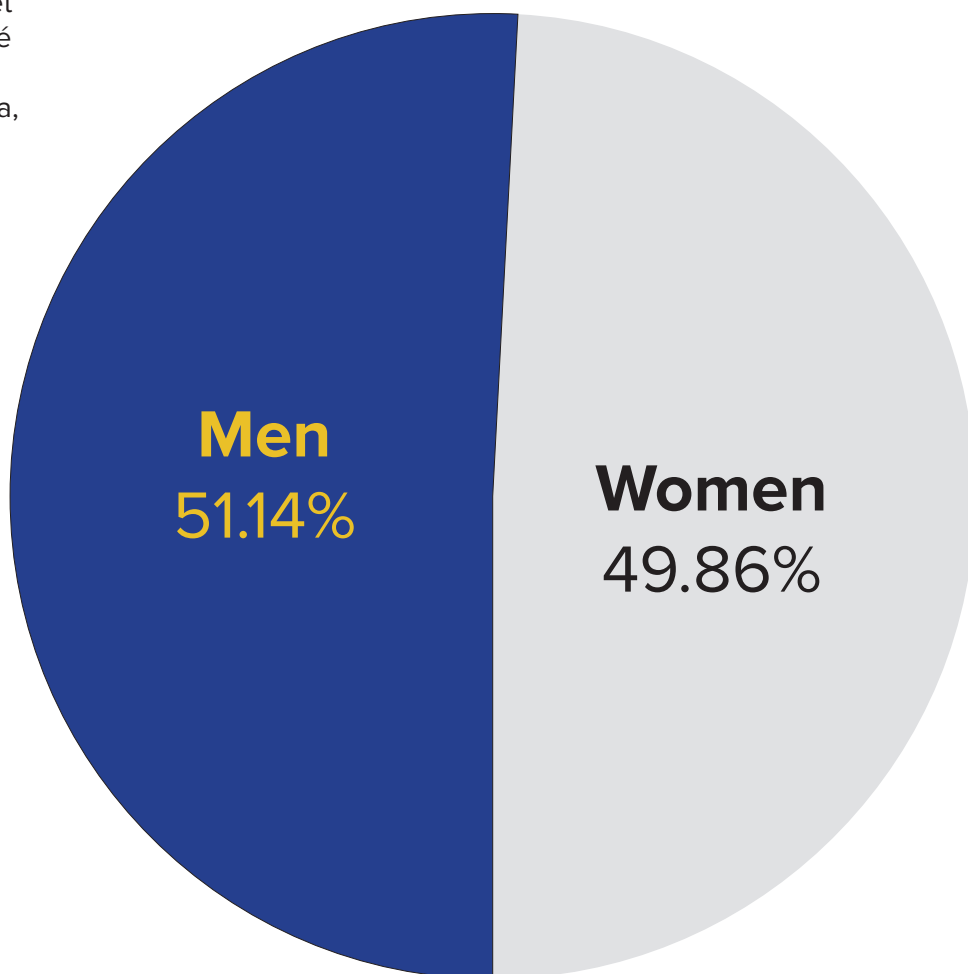
Les interventions de stabilisation qui ont fait l'objet d'implication des communautés dans leur identification répondent clairement aux besoins des jeunes et des femmes de nos sites de couverture. Plus précisément, des stratégies ont été adoptées par les comités locaux et communaux de suivi de la stabilisation dans le choix des activités.

A travers les 07 corps de métier retenus, ce sont

260

femmes bénéficiaires d'AGR de Gourcy et Bogandé qui produisent et approvisionnent le marché local avec les produits suivants : savon, soubala, beurre, pagnes tissés, farine de maïs.

Il s'agit d'activités de soutien à l'économie locale, d'activités génératrices de revenus et de participation aux activités de "cash for work". A titre d'exemple, environ 200.000 USD ont été distribués aux 1300 travailleurs HIMO dont 814 femmes, 397 PDI et 92 femmes cheffes de ménage.



Bénéficiaires des activités de la Facilité de Stabilisation du projet au 31 octobre 2023

Effizienz du projet (ressources, activité, produit)

L'analyse du rapport entre la performance physique des activités (PET = 67%) et l'utilisation des ressources (financières, temporelles et humaines) TEF = 81% donne un coefficient d'effizienz de 0,84.

Cette efficacité est le résultat d'un effort de l'équipe de stabilisation pour suivre, en collaboration avec les parties responsables, l'ensemble du processus depuis la préparation en amont jusqu'à la mise en œuvre des activités. Ce suivi commence par l'examen des termes de référence, y compris la pertinence des résultats attendus, la méthodologie, la durée et l'identification des participants. Ensuite, un examen minutieux du budget est effectué avant la validation des termes de référence.

La différence entre le taux élevé d'utilisation des ressources et le taux moyen d'achèvement physique des activités s'explique par :

- Les processus d'acquisition et les engagements déjà avancés par rapport à la majorité des activités ont été mis en attente compte tenu du contexte sécuritaire lié aux attaques et incursions répétées des GANI dans les communes d'intervention et à l'utilisation obligatoire de convois peu fréquents pour livrer les équipements et matériels acquis pour la stabilisation par les prestataires de services. Cela a eu un impact négatif sur la mise en œuvre opérationnelle des activités.
- La mobilisation des entreprises locales sur le terrain à travers des séances d'information/formation et de sensibilisation sur les interventions de stabilisation a été réalisée, mais ces entreprises n'ont pas les capacités matérielles, financières et humaines pour mener des activités de stabilisation sur les sites. Mais des options sont à l'étude avec des partenaires nationaux pour aider ces entreprises locales à postuler aux offres du PNUD.

Analyse des risques

Les efforts de stabilisation au Burkina Faso nécessitent une approche dynamique et adaptée au contexte pour relever ces défis multiformes. Le risque ci-dessus s'est produit comme prévu et certaines mesures d'atténuation ont été mises en place. Le suivi et l'évaluation réguliers de l'efficacité des stratégies d'atténuation et l'adaptation à celles-ci en fonction de l'évolution de la situation demeurent une priorité clé pour le guichet.

Catégorie	Risque	Mesures d'atténuation
Sécuritaire	Détérioration de la sécurité sur les sites JAP	Plaidoyer auprès des autorités et mise en place d'une coordination régulière avec les forces de défense et de sécurité afin de renforcer les dispositifs de sécurité sur les sites de stabilisation Élaborer le plan d'urgence pour chaque site JAP
	Isolement et blocage de l'accès aux communes d'intervention de stabilisation par des groupes armés non identifiés	Renforcer la communication avec les autorités et les FDS et respecter les mesures de sécurité du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies Utiliser les vols de l'UNHAS pour l'accès aux zones inaccessibles et les approvisionner

Opérationnel	Manque de capacité des fournisseurs locaux pour les grands travaux	Lancer des manifestations d'intérêt sur les marchés du PNUD et organiser des sessions de formation sur Quantum au profit des entreprises locales et régionales
Stratégique	Changement d'interlocuteurs au niveau local et dans les services techniques	Organiser des réunions périodiques et des séances d'information pour informer les autorités locales et les services techniques de la mise en œuvre du projet
Financier	Risque d'insuffisance de la mobilisation des ressources financières pour couvrir l'ensemble des opérations de stabilisation et répondre aux attentes locales	Les efforts de mobilisation des ressources et de coordination avec toutes les parties prenantes concernées doivent être poursuivis et diversifiés pour assurer la continuité de la mise en œuvre du programme. Priorisation des activités de stabilisation critiques avec un ciblage géographique et une communication continue avec les partenaires sur les progrès
Politique	Changements politiques et gouvernementaux	Organiser des réunions régulières entre le projet et les autorités gouvernementales Soutenir et informer les points focaux ministériels

Contraintes et difficultés rencontrées

Au cours de l'année, plusieurs défis ont émaillé la mise en œuvre de certaines actions du projet et des leçons ont été tirées, les principales étant les suivantes :

Des progrès ont été accomplis grâce à la relocalisation de certaines activités à Dori en raison de l'insécurité.

1.

Le déplacement de populations à la suite d'attaques terroristes dans les sites PAC a constitué un défi de taille. Le processus de développement des PAC et des PO des villages concernés a été repensé. Les réunions et les groupes de discussion pour l'identification des besoins de stabilisation de Bani ont été délocalisés à Dori. Dans le cas d'Arbinda, le recours aux vols UNHAS a permis la collecte de données et l'identification des besoins de stabilisation.

2.

Le renouvellement récurrent des directeurs régionaux des services techniques a ralenti et perturbé leur participation aux activités de stabilisation. Cependant, la fluide et permanente communication avec les prestataires de services techniques et les autorités locales a permis d'atténuer cette situation.

3.

La suspension des transferts monétaires dans les régions du Sahel, de l'Est et du Centre-Nord a freiné la dynamique des initiatives lancées. Les équipes de stabilisation, les collectivités territoriales et les partenaires ont opté pour une stratégie d'adaptation qui a consisté à s'orienter vers l'approche 3x6. Cela a permis un ciblage inclusif, l'appropriation communautaire et l'acceptation du réinvestissement pour maintenir la durabilité.

Enseignements tirés

1.

Le renforcement des capacités des entreprises locales des sites JAPs pour participer au processus compétitif des offres de la stabilisation a permis d'accélérer la mise œuvre des infrastructures sociocommunautaires ;

2.

La relocalisation de la construction des infrastructures des sites inaccessibles vers les sites accessibles décidée par les comités communaux et locaux de stabilisation a permis de délivrer les services sociocommunautaires aux populations ;

3.

Le maintien de la liaison et d'une communication constante avec les prestataires de services techniques et les autorités locales a permis d'atténuer la situation de renouvellement récurrent des directeurs régionaux des services techniques ;

4.

Les équipes de stabilisation, les collectivités territoriales et les partenaires ont opté pour une stratégie d'adaptation qui a consisté à s'orienter vers l'approche 3x6 suite à la suspension des transferts monétaires dans les régions du Sahel, de l'Est et du Centre-Nord a permis un ciblage inclusif, l'appropriation communautaire et l'acceptation du réinvestissement pour maintenir la durabilité.

Conclusions et Recommandations

La mise en œuvre des activités du mécanisme de stabilisation dans les communes cibles de Falagountou et Seytenga au Sahel, ainsi qu'à Gayéri à l'Est, a rencontré des défis importants justifiés par plusieurs facteurs dont la situation sécuritaire complexe caractérisée par des attaques régulières, les changements fréquents d'autorités et des conflits communautaires. Cependant, un environnement plus favorable a été observé dans les communes de Gourcy au Nord et de Bogandé à l'Est.

Recommandations:

Renforcer les partenariats avec les entités locales : Pour assurer l'impact durable des interventions, le mécanisme de stabilisation devrait renforcer les collaborations avec les entités locales, en particulier les entreprises locales. Le renforcement de ces partenariats permettra de tirer parti de l'accessibilité locale et contribuera au succès global des activités dans les zones cibles. La récente session de formation sur l'environnement d'approvisionnement du PNUD pour les entreprises dans les régions du Sahel, de l'Est et du Nord est une étape positivement appréciée, et des initiatives similaires devraient être poursuivies.

Renforcer les comités de suivi et de validation des villages : Pour obtenir le soutien et la sensibilisation des communautés, le programme doit renforcer son soutien aux comités de suivi et de validation des villages. Ces comités, qui représentent toutes les communautés, jouent un rôle crucial en veillant à ce que les bénéficiaires des activités à haute intensité de main-d'œuvre, de formation et du soutien technique et financier soient identifiés sans difficultés.

Renforcer la coordination avec les autorités nationales : La facilité de stabilisation est conçue pour aider les autorités nationales à remplir leurs missions souveraines. Il est donc primordial de coordonner les efforts avec les points focaux de stabilisation dans les différents ministères, les gouverneurs, les hauts commissaires, les préfets et les entités décentralisées. Le renforcement de ces collaborations facilitera les échanges, évitant ainsi les blocages ou les malentendus potentiels dans le processus de mise en œuvre.

Engager et renforcer les relations avec les dirigeants locaux : Les chefs communautaires, coutumiers et religieux sont des figures influentes pour ce qui est d'obtenir le soutien de la communauté. Le renforcement des relations et l'implication de ces dirigeants dans les processus de prise de décision garantiront une opinion favorable parmi les diverses communautés concernées. Cet engagement est essentiel pour la réussite et la durabilité des interventions de la Facilité de stabilisation.

En résumé, en mettant en œuvre ces recommandations, la Facilité de stabilisation peut relever les défis complexes posés par le contexte sécuritaire, en garantissant une efficacité continue et un impact positif sur les communautés qu'elle cherche à stabiliser.

Perspectives

Perspectives pour 2024 : Prochaines étapes de la stabilisation

Alors que la Facilité de stabilisation progresse vers 2024, l'accent sera mis sur des stratégies globales visant à relever les défis dynamiques dans les régions cibles. Les perspectives comprennent :

1.

Soutenir le retour volontaire des personnes déplacées :



Poursuivre les efforts pour soutenir le retour volontaire des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) en créant des opportunités économiques durables et sûres. Il s'agit de faciliter la réintégration des personnes déplacées dans leurs communautés par le biais d'initiatives ciblées.

2.

Développement des infrastructures:



Intensifier la construction d'infrastructures productives, y compris des sites de maraîchage, des barrages, des jardins nutritifs, etc. Cette initiative vise à renforcer les économies locales, à promouvoir la sécurité alimentaire et à créer des opportunités d'emploi.

3.

Réhabilitation des voies d'accès:



Donner la priorité à la réhabilitation des pistes et des ponts afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base. La fiabilité des infrastructures de transport est essentielle à la fourniture efficace de services et à l'accès aux ressources essentielles.

4.

Logement pour les ménages vulnérables déplacés à l'intérieur du pays :



Construire et équiper des logements pour les ménages vulnérables déplacés à l'intérieur du pays qui expriment la volonté de rentrer volontairement. Cette initiative vise à fournir un environnement stable et favorable aux populations vulnérables qui cherchent à reconstruire leur vie.

5.

Promotion de la formation professionnelle :



Promouvoir la formation professionnelle pour les jeunes, en les dotant des compétences nécessaires à un emploi durable. Cette approche contribue à réduire le chômage et à décourager le recrutement de jeunes dans des groupes extrémistes.

6.

Médiation communautaire et cohésion sociale :



Mettre l'accent sur les efforts de médiation communautaire afin de sensibiliser les différentes communautés à la cohésion sociale et d'atténuer ainsi les conflits ethniques. Le renforcement du tissu communautaire fait partie intégrante de la stabilité à long terme.

7.

Création d'emplois pour les jeunes :



Travailler activement à la recherche d'emplois pour les jeunes, en leur offrant des alternatives viables à l'adhésion à des groupes extrémistes. L'autonomisation économique par la création d'emplois est une mesure préventive cruciale contre la radicalisation.

8.

Activités de groupe génératrices de revenus :



Favoriser la cohésion sociale en mettant l'accent sur les activités de groupe génératrices de revenus, en créant des groupes d'intérêt économique et en promouvant les associations. Ces initiatives encouragent la collaboration, la prospérité partagée et la résilience des communautés.

9.

Dialogue inclusif et médiation des conflits :



Mettre en place des mécanismes inclusifs de dialogue et de médiation des conflits. La promotion de canaux de communication ouverts et la résolution des conflits par des processus inclusifs sont essentielles pour une stabilité durable.

10.

Collaboration avec les forces de sécurité :

Renforcer la collaboration et les activités de renforcement de la confiance entre les forces de sécurité de la facilité de stabilisation (FSD) et la population locale. L'instauration de la confiance est fondamentale pour l'efficacité des efforts de stabilisation.

En donnant la priorité à ces actions stratégiques, la Facilité de stabilisation vise à favoriser le développement durable, la résilience des communautés et une stabilité durable dans les régions qu'elle sert tout au long de l'année 2024.

Statut financière

La performance financière montre un taux de réalisation de 80% sur un budget de **14 623 680 \$**

Situation Financière projet facilité de stabilisation fenêtre du Burkina Faso						
Produits	Budget	Engagements	Dépenses effectives	Dépenses totales	Balance budget	Taux d'exécution
Produit 2	7 482 807	2 558 164	2 875 453	5 433 617	2 049 190	73%
Produit 3	1 934 169	1 161 481	676 640	1 838 120	96 049	95%
Produit 4	1 464 850	994 347	768 749	1 763 096	- 298 245	120%
Produit 5	50 000	94 699	57 654	152 352	- 102 352	305%
Produit 6	3 691 854	123 436	2 443 203	2 566 640	1 125 214	70%
Totaux	14 623 680	4 932 127	6 821 698	11 753 825	2 869 855	80%

Annexes

Annexe 1 : Réalisation des activités

Activités PTA	Niveau de performance dans la réalisation des activités
Renforcer les capacités techniques et opérationnelles des FSI	Activités réalisées à 100%
Mettre en place ou Réhabiliter les Infrastructures des FSI	Activités réalisées à moins de 50%
Renforcer les capacités du Tribunal de Grande Instance de Dori (équipement, appui au fonctionnement, Audience foraine ...)	Activités non réalisées
Former 130 personnes ressources sur les approches de communication dans des contextes de conflits, entre FSI et populations civiles (Bogandé, Gayéri, Seytenga et Falgountou)	Activités réalisées à 100%
Formation 176 FSI (gendarmes et policiers) de Seytenga, Falagountou, Arbinda, Bani, Bogandé et Gayéri sur les droits humains ; la VBG; l'utilisation des détecteurs de métaux, des détecteurs d'IED; l'utilisation des GPS et des radios VHF; le secourisme ; la protection et défense des casernes; la prévention de la corruption dans les missions des FSI	Activités réalisées à moins de 50%
Former 210 leaders communautaires et coutumiers, les membres du Réseau Communal de Protection de l'Enfant (RCPE) sur les droits humains (droits et devoirs des citoyens, les voies de recours en matière de droits) et les questions spécifiques aux jeunes filles dans des contextes de conflits, au profit de la population.	Activités réalisées à 100%
Financer 02 journées de redevabilité	Activités non réalisées
Former 50 membres d'OSC sur les techniques de dénonciation et d'interpellation des citoyens	Activités réalisées à 100%
Organiser 04 journées portes ouvertes de la justice pour la vulgarisation des textes de procédures pénales, le Fonds d'assistance judiciaire au profit des populations	Activités réalisées à 100%
Organiser 04 causeries éducatives sur les VBG (objet de dénonciation et de signalement)	Activités réalisées à 100%
Mettre en place et assurer le fonctionnement de 10 dispositifs d'alerte précoce face aux menaces sécuritaires (réunions de sensibilisation, formation, dotation moyenne de communication (free chat – RBA), crédits de communication)	Activités non réalisées
Organiser 15 séances de sensibilisation sur le fonctionnement de la justice et les procédures devant les tribunaux et l'importance de la justice pour une cohabitation pacifique entre communautés, les droits humains et sur les textes et les dispositions juridiques (accès à la justice, accès au fonds d'aide ...)	Activités réalisées entre 50 et 75%
Organiser 02 compétitions sportives à Seytenga, Falagountou, Bogandé et Gourcy	Activités réalisées à 100%
Organiser 04 campagnes de délivrance gratuite d'acte de naissance et de JSAN au profit de 5000 élèves et enfants en âge de scolarisation	Activités réalisées à 100%
Mener des activités de suivi et d'analyse du produit 2	Activités réalisées à 100%

Activités PTA	Niveau de performance dans la réalisation des activités
Installer 81 lampadaires solaires dans les lieux publics de Gourcy et Bogandé (Marché, tronçon SHA -Gendarmerie,le long du CMA, le marché central,prefecture, devanture du Haut commissariat)	Activités réalisées à 100%
Construire et équiper 21 salles de classes à Gourcy, Bogandé, Seytenga et Falagountou	Activités non réalisées
Réhabiliter 16 salles de classe à Gourcy, Bogandé, Seytenga et Falagountou	Activités non réalisées
Construire et équiper 12 infrastructures socio-sanitaires et assurer le suivi-contrôle	Activités réalisées à 100%
Construire 32 blocs de latrines publiques à Seytenga et 12 Blocs à Falagountou ainsi 100 latrines familiale dont 14 cabines de latrines dans les 4 écoles et centre de santé et Assurer le suivi-contrôle	Activités réalisées à plus de 75%
Récupérer 1000 ha des terres dégradées, 100 fosses fumières/ compostage et Participer aux travaux de construction de latrines et d'entretien de 21 km de pistes et routes à travers la méthode THIMO	Activités réalisées à 100%
Equiper 36 infrastructures publiques de dispositifs d'éclairage public au moyen d'énergie solaire	Activités non réalisées
Réaliser 08 PMH, 08 PEA dans les villages de Seytenga, Orou Daka, Falagountou, Gomo, Gourara et Belgou	Activités réalisées à plus de 75%
Transformer 01 PMH en PEA et renforcer système d'exhaure et l'extension du réseau de distribution de l'AEPS à Seytenga	Activités non réalisées
Organiser 04 sessions de sensibilisation sur l'usage des latrines au profit des populations	Activités non réalisées
11 écoles équipées en matériel de bureau (tables, bancs, armoires, bureaux)	Activités réalisées à 100%
Equiper 04 maisons de la femme et des jeunes en mobilier (200 chaises), kits informatiques, dispositif d'énergie solaire et kits mobilier de bureau (Bureau + chaises + armoires) pour les manifestations	Activités réalisées à 100%
Equiper XX Ecoles et XX centre de santé de 10 ETA (espace temporaire d'apprentissage), 03 forages, 400 Tables, 1200 kits scolaires, 50 lits d'accouchements, 100 lits matelas, 60 tables d'accouchement, 120 chaises, 100 bancs, 02 PEA etc	Activités réalisées à 100%
Equiper 02 CM (infirmerie) et 02 maternités de 50 lits d'hospitalisation et d'accouchements et 02 ambulances	Activités réalisées à 100%
Organiser des missions de suivi et de contrôle des constructions et réhabilitations des infrastructures	Activités réalisées à 100%
Mener des activités de suivi et d'analyse du produit 3	Activités réalisées à 100%
Aménager 09 sites de production agropastorale à seytenga et Falagountou	Activités réalisées à plus de 75%
Amenager 03 bas-fonds rizicoles à Belgou (1 de 10ha) et à Gourara (2 de 20ha)	Activités non réalisées
Réhabiliter 01 jardin maraicher dans le village de Goulgountou	Activités réalisées à plus de 75%
Aménager 1 site de collecte et de tri des déchets (clôture grillagée de 01 ha, matériel de collecte, transport...) Synergie avec le HCR/ coopérative soutenue à Dori/Dupliquer l'expérience dans d'autres localités	Activités non réalisées
Financer et accompagner 1200 AGR et projets au profit des jeunes et femmes formés	Activités réalisées entre 50 et 75%

Activités PTA	Niveau de performance dans la réalisation des activités
Mettre en place 02 groupes d'Associations villageoises d'épargnes (AVEC) au profit des femmes et jeunes (formation, formalisation, suivi)	Activités réalisées à moins de 50%
Sensibiliser 500 acteurs locaux sur l'utilisation anarchique des berges et la prévention des maladies animales	Activités non réalisées
Construire 20 latrines familiales par la méthode Cash for Work	Activités réalisées à 100%
Aménager les voiries de la ville à travers les activités de CASH for Work	Activités réalisées à 100%
Former 20 Jeunes et 20 femmes sur les métiers porteurs (Saponification, mécanique, tissage, soudure)	Activités réalisées à 100%
Equiper 20 Jeunes et 20 femmes en kit d'installation (Saponification, la mécanique, le tissage, soudure)	Activités réalisées à 100%
Doter deux (02) Coopératives de femmes et jeunes en intrants agricoles (NPK, Urée, BAP, Fumure organique)	Activités réalisées à 100%
Renforcer les capacités techniques de 02 Coopératives de femmes en gestion financière	Activités réalisées à 100%
Doter 01 groupement de femmes en moulin	Activités réalisées à 100%
Entretenir des infrastructures sociocommunautaires (caniveau, etc...) à travers l'approche HIMO au profit de 350 jeunes et de femmes	Activités réalisées à 100%
Acquérir le matériels et outillage pour la réalisation des travaux à haute intensité de main d'œuvre.	Activités réalisées à 100%
Former 50 membres de coopératives/ groupements de femmes sur la transformation de produits forestiers non ligneux (plus 35 produits)	Activités réalisées à 100%
Equiper 50 femmes pour la transformation des produits non ligneux	Activités réalisées à 100%
Former 50 jeunes et femmes (PDI et hôtes) sur les cultures hors sols	Activités réalisées à 100%
Equiper 50 jeunes et femmes (PDI et hôtes) en équipement de cultures hors sol	Activités réalisées à 100%
Former 40 femmes (PDI et hôte) en techniques de saponification	Activités réalisées à 100%
Equiper 40 femmes en outils de fabrication de savon	Activités réalisées à 100%
Assurer la mobilisation communautaire autour des activités de Stabilisation relative à l'autonomisation économique des jeunes et des femmes	Activités réalisées à plus de 75%
Mener des activités de suivi et d'analyse du produit 4	Activités réalisées à plus de 75%
Conduire 01 analyse des dynamiques de conflits dans les zones d'intervention du mécanisme Stabilisation	Activités réalisées entre 50 et 75%
Former 50 acteurs locaux et 30 membres du CCS sur le civisme, la citoyenneté, les techniques de facilitation de dialogue et la médiation communautaire	Activités réalisées à 100%
Identifier et discuter des initiatives locales à soutenir en vue de renforcer la cohésion sociale intercommunautaire	Activités non réalisées

Activités PTA	Niveau de performance dans la réalisation des activités
Organiser 02 campagnes de sensibilisation au profit des femmes en matière d'engagements politiques des femmes (textes en faveur des femmes) et créer un noyau dur de femmes leaders formées en matière de participation et de gestion de la chose publique	Activités réalisées entre 50 et 75%
Collecter et faire le tri des déchets (sachets plastiques) par les femmes (100) à fusionner avec l'activité plus haut	Activités non réalisées
Appuyer financièrement le fonctionnement des deux radios communales de Falagountou et Seytenga à travers une programmation thématique couvrant les interventions et la dynamique de stabilisation.	Activités réalisées à plus de 75%
Appuyer les comités locaux chargés de l'accompagnement et de suivi des activités de gestion et de prévention des conflits - LOA OREPREGCC	Activités non réalisées
Former 360 acteurs locaux sur l'analyse risque/protection sécuritaire, la mise en place de mesures de mitigation (02 sessions pour 50 personnes) et sur les techniques de prévention et de gestion des conflits communautaires, de facilitation de dialogue et de médiation communautaire	Activités réalisées à plus de 75%
Renforcer les capacités de 100 enseignants du primaire et du post primaire sur le civisme et citoyenneté, cohésion sociale et en prise charge des grands groupes	Activités réalisées à 100%
Former 200 acteurs communautaires (comité local de sécurité, CVD, CM, CFV, CCFV, leaders religieux et coutumiers, Koglweogo) sur le système d'alerte précoce en lien avec la sécurité, sur les conflits éleveurs-agriculteurs sur le respect des règles et l'utilisation des couloirs de transhumance	Activités réalisées entre 50 et 75%
Organiser 10 séances de sensibilisation (rencontres avec les leaders, échanges avec la population, théâtre forum, radio communautaire, etc.) sur les approches de communication, la prévention et la gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles, sur la cohésion sociale et le vivre ensemble avec les populations civiles, les élus locaux et des leaders communautaires et sur le processus de stabilisation (le projet de stabilisation – pour favoriser l'adhésion des populations)	Activités réalisées à plus de 75%
Organiser 04 événements socio-culturels (journées traditionnelles, journées des communautés) à Falagountou, Seytenga, Gourcy et Bogandé	Activités non réalisées
Mener des activités de suivi et d'analyse du produit 5	Activités réalisées à 100%
Mener des activités de suivi et d'analyse	Activités réalisées à 100%
Mener des activités de coordination Civilo-Militaire	Activités non réalisées
Payer pour les ressources humaines	Activités réalisées à plus de 75%
Mener des activités de communication	Activités réalisées à plus de 75%
Parrainer des consultations techniques ainsi que des formations techniques et des échanges d'apprentissage transfrontalières	Activités réalisées à plus de 75%

Annexe 2 : Réalisation physique des produits :

Indicateurs d'Effet	Méthode de collecte de données/Activités de suivi	Fréquence de collecte de données	2023	Désagrégation
1. Nombre de conflits communautaires enregistrés dans les sites d'intervention	Entretien	Trimestrielle	TBD	TBD
2. Pourcentage de ménages des sites JAP satisfaits quant à la fourniture et à l'accès aux services sociaux essentiels (désagrégé par domaine (santé, éducation et WASH)) (ventilé par âge, sexe)	Enquête par sondage	Semestrielle	44 %	Femmes : 50,5% Hommes : 44,5% 15-35 ans : 46,1% Plus de 35 ans : 45,3%
3. Pourcentage des ménages des sites JAP qui estiment qu'il y a la sécurité dans leur milieu de résidence (ventilé par âge, sexe)	Enquête par sondage	Semestrielle	20%	Femmes : 28,5% Hommes : 13,4% 15-35 ans : 18,6% Plus de 35 ans : 14,6%
4. Pourcentage des ménages des sites JAP qui déclarent être satisfait des services de sécurité fournis par l'Etat	Enquête par sondage	Semestrielle	29%	Femmes : 52,2% Hommes : 33,5% 15-35 ans : 37,8% Plus de 35 ans : 36,2 %
5. Pourcentage d'individus participant aux interventions de renforcement des moyens de subsistance dans les sites JAP estimant qu'il y a eu une amélioration de leurs moyens d'existence (ventilés par âge, sexe et lieu)	Enquête par sondage	Semestrielle	88,3%	Femmes : 86,9% Hommes : 91,2% 15-35 ans : 89,0% Plus de 35 ans : 85,5%
6. Pourcentage des ménages dans les sites JAP qui déclare avoir accès à la justice (désagrégé par âge, sexe et lieu)	Enquête par sondage	Semestrielle	32%	Femmes : 36,9% Hommes : 29,3% 15-35 ans : 28,3% Plus de 35 ans : 31,8%
7. Pourcentage des ménages satisfaits du processus de création d'opportunités économiques dans les zones cibles (UE)	Enquête par sondage	Semestrielle	40,9%	Femmes : 46,8% Hommes : 39,7% 15-35 ans : 43,5% Plus de 35 ans : 39,6 %
8. Pourcentage des ménages qui estiment avoir confiance au processus de rétablissement du contrat social dans les zones cibles	Enquête par sondage	Semestrielle	42%	Femmes : 54,2% Hommes : 42,2% 15-35 ans : 45,0% Plus de 35 ans : 44,0%

Indicateurs d'Effet	Méthode de collecte de données/Activités de suivi	Fréquence de collecte de données	2023	Désagrégation
9. Pourcentage des jeunes des sites JAPs exerçant une activité économique (employeur ou employé)	Enquête par sondage	Semestrielle	30%	Femmes : 27,1% Hommes : 30,7% 15-35 ans : 36,6% Plus de 35 ans : 26,9 %
10. Nombre d'enfants ayant accès à l'école grâce à la facilité de stabilisation (désagrégé par sexe)	Entretien	Annuel	1 1401	571 filles et 569 garçons

Produits	TEP
Produit 2 - Les bases d'une présence durable des autorités de l'État sont établies (justice et sécurité)	69%
Produit 3 - Les communautés cibles disposent d'infrastructures de services sociaux essentielles construites et/ou réhabilitées, fonctionnelles et accessibles	65%
Produit 4 - Les communautés cibles bénéficient de moyens de subsistance pour relancer l'économie locale	80%
Produit 5 - Les communautés cibles disposent d'un environnement favorable à la co-construction de la paix	52%
Produit 6 - Le Mécanisme de Stabilisation est mis en place pour une gestion efficace de la facilité	70%
TEP	67%

Annexe 3 : PQA du projet

Ci-joint le PQA Stabilisation :

[PQA Appraisal](#)

[PQA Implémentation](#)

Annexe 4 : le rapport financier CDR du projet disponible à la date de la revue ;

Annexe 5 : la révision budgétaire initiale de l'année et les révisions subséquentes s'il y en a eu.

N/A



UNDP / PNUD
01 BP 575 Ouagadougou
Immeuble des Nations Unies
Koulouba, Ouagadougou,
Burkina Faso

 RsfBurkina